

DOCUMENT DE SYNTHÈSE

ONZIÈME RAPPORT ANNUEL CONSOLIDÉ DU
FONDS DU **PROGRAMME ONU-REDD** EN 2019



PROGRAMME
ONU-REDD



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



ONU
programme pour
l'environnement

Le présent rapport annuel fait le point des avancées du Programme ONU-REDD en 2019. Depuis son lancement en 2008, le Programme assure progressivement la mise en place d'une série de mesures concernant les politiques, les institutions et les connaissances ayant pour but de renforcer l'interface entre le climat et les forêts, dans les pays et dans le monde entier. Alors que les préparatifs de la REDD+ s'accroissent dans les pays partenaires d'ONU-REDD, le Programme s'efforce d'apporter une réponse ciblée aux demandes d'assistance technique des pays désireux de se préparer à mettre en œuvre la REDD+ pour obtenir les paiements auxquels elle donne droit à l'aune des résultats obtenus et, en dernière analyse, respecter les engagements pris au titre de l'Accord de Paris sur le climat. Au 31 décembre 2019, le Programme ONU-REDD avait aidé 65 pays partenaires des régions Asie-Pacifique, Afrique, Amérique latine et Caraïbes à accéder aux connaissances

nécessaires pour progresser de manière appréciable dans l'approbation et l'exécution des activités prévues pour la REDD+.

En 2019, le Programme a continué d'aider les pays partenaires à mettre en place les quatre piliers du Cadre de Varsovie pour la REDD+, condition préalable à l'obtention de paiements fondés sur les résultats, la fourniture de cette aide restant un aspect essentiel de ses travaux. Adopté en 2013, le Cadre de Varsovie définit les quatre éléments fondamentaux de la préparation à la REDD+ dont les pays doivent se doter : stratégies ou plans d'action nationaux REDD+, systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF), niveaux d'émissions de référence et/ou niveaux de référence nationaux pour les forêts (REL/RL) et systèmes d'information sur les garanties (SIS).

Au cours de l'année écoulée, le Bangladesh, le Honduras et la Mongolie

ont finalisé leurs stratégies ou plans d'action nationaux REDD+, portant à 28 le nombre de pays ayant adopté, avec le soutien d'ONU-REDD, des cadres stratégiques visant à institutionnaliser les solutions forestières aux changements climatiques. À ce jour, ONU-REDD a aidé 45 pays à développer leurs systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF). En 2019, ONU-REDD a aidé le Viet Nam et la Zambie à mener, avec l'assistance des logiciels Open Foris, des essais et des formations visant à faciliter le traitement des données satellitaires et terrestres. Grâce aux modules de connaissances du Programme ONU-REDD, l'Argentine, le Bangladesh, les Îles Salomon et le Nigéria ont pu soumettre leurs REL/RL au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques début 2019, tandis que la Colombie, l'Équateur, le Honduras, le Kenya et le Mexique communiqueront les leurs début 2020. En 2019, sept pays ont progressé dans la conception et la mise en service

Les Pays Partenaires du Programme ONU-REDD



En outre, le soutien pour les îles Cook, la Gambie, Kiribati, les Îles Marshall, le Niger, Palau, le Sénégal, la Sierra Leone, Tonga et Tuvalu.

de leurs Systèmes d'information sur les garanties (SIS) au niveau national. L'Argentine, le Chili et le Paraguay ont mis en ligne leurs SIS, facilitant ainsi l'accès à l'information sur les modalités de fonctionnement et d'application des garanties. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire et la Zambie ont mis au point des versions expérimentales de leurs plateformes SIS, qu'elles comptent mettre en ligne en 2020. La Colombie a achevé de mettre au point son SIS et le Myanmar a progressé dans la configuration de son propre système.

Tout au long de l'année, 14 pays partenaires ont reçu du Programme ONU-REDD un soutien personnalisé dans le cadre des programmes nationaux et de l'assistance technique à la mise en œuvre de la REDD+. Outre ses sept programmes nationaux, le Programme ONU-REDD a continué d'apporter son assistance technique pluriannuelle 2018-2020 à l'exécution de projets de mise en œuvre de la REDD+ dans neuf pays et six domaines de gestion des connaissances.

Le soutien à la gestion des connaissances fourni par ONU-REDD à l'appui de ses travaux dans les pays revêt une importance cruciale pour la mise en place des quatre piliers du Cadre de Varsovie et la réalisation de l'objectif de la REDD+. Quelques exemples marquants des travaux du Programme en matière de gestion des connaissances démarrés en 2019 sont présentés ci-dessous.

L'une des avancées majeures d'ONU-REDD en 2019 a été la production, la mobilisation et la diffusion de connaissances pour concevoir des mécanismes de financement novateurs à l'appui du lancement d'activités REDD+ dans cinq pays. En s'appuyant sur la somme des connaissances qu'il a accumulées depuis plus d'une décennie en aidant les pays à établir des mécanismes institutionnels, politiques et financiers en prévision de la REDD+, en 2019 le Programme a fourni un appui soutenu

au Brésil, au Chili, à l'Équateur et au Paraguay pour que ces pays puissent accéder aux crédits du Fonds vert pour le climat au titre de la REDD+. Ces pays, qui sont les premiers à bénéficier d'un financement du Fonds vert pour le climat sur la base de leur performance, ont reçu globalement un montant de 230 millions de dollars.

Par ailleurs, les travaux sur le financement menés par ONU-REDD à l'adresse du secteur privé ont tendu à plaider en faveur de modes de production plus durables des matières premières « souples », qui seraient dissociés de la déforestation, et ont aussi eu pour but d'identifier les types de politiques et de mesures que les gouvernements pourraient élaborer et inclure dans leurs stratégies nationales REDD+. En 2019, ONU-REDD a apporté son concours à la réalisation d'un certain nombre d'études d'opportunité dans plusieurs pays, du Costa Rica au Viet Nam.

L'Argentine, la Côte d'Ivoire et le Viet Nam ont bénéficié des connaissances d'ONU-REDD concernant l'approche et la planification paysagères, en s'appuyant sur la planification spatiale pour mettre en œuvre la REDD+ dans le contexte national. Alors que les pays s'apprêtent à entrer dans la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes, ces types d'analyses peuvent les aider à circonscrire les zones propices à la restauration des forêts susceptibles de procurer des avantages multiples et variés.

En 2019, ONU-REDD a continué de promouvoir la sécurité d'occupation, la prise en compte des droits des peuples autochtones et l'intégration de l'insertion sociale dans les politiques et activités REDD+. Les avancées marquantes ont été la collaboration avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour le lancement et le démarrage de la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones ; la constitution

d'un fond mondial de connaissances pour renseigner les débats des experts sur la gouvernance des forêts, les régimes fonciers et les droits des peuples autochtones, ces connaissances étant cruciales pour tirer le meilleur parti possible de la REDD+ dans l'atténuation des changements climatiques ; et le déploiement des connaissances stratégiques d'ONU-REDD sur la tenure forestière, les droits des peuples autochtones et autres éléments connexes dans plusieurs pays.

ONU-REDD a aussi aidé 14 pays à lever les obstacles à l'égalité des sexes et à inclure l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes dans les activités nationales au titre de la REDD+. Dans beaucoup de cas, ces travaux ont consisté à mettre en pratique les politiques adoptées afin d'obtenir des résultats et des effets positifs et tangibles aux niveaux national et infranational.

ONU-REDD a continué de favoriser les synergies et encouragé l'inclusion et le développement d'activités portant sur l'utilisation des forêts et des terres dans les solutions inspirées de la nature à inclure dans les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et, plus généralement, dans les objectifs de développement durable, une idée qui a fait son chemin depuis le Sommet sur le climat convoqué par le Secrétaire général.

Le soutien politique et institutionnel apporté par ONU-REDD dans le cadre de ses programmes nationaux et par le biais des conseils techniques et des connaissances qu'il dispense a aidé les pays à faire progresser leurs programmes de développement durable, non seulement aux fins des objectifs 13 (Action climatique) et 15 (Vie terrestre) des objectifs de développement durable, mais aussi de l'ensemble de ces objectifs.